

## Le procès de Fujimori : une opportunité pour le Pérou

13-10-2007

La décision de la Cour suprême du Chili de permettre l'extradition de l'ancien président et ancien dictateur Alberto Fujimori peut contribuer à consolider une démocratie fragile et à en finir avec la culture de la peur.

par Raúl Zibechi

« Presque tout le monde soutient Fujimori dans ce quartier », confesse Nelly, assise sur un banc de la cantine Virgen del Carmen, à El Oasis, un quartier populaire de la périphérie de Villa El Salvador. Le quartier est un monument à la pauvreté : rues en terre, maisons en chaume, en carton et en morceaux de plastique, sans eau courante ni égouts. Les dernières terrains occupées portent encore les petits drapeaux péruviens sur chaque logement, un bouclier imaginaire pour dissuader de possibles expulsions. La cantine populaire, construite avec des planches de bois, est l'unique construction ayant un sol cimenté. Aux environs de midi, les enfants déambulent autour en attendant l'heure du repas que préparent chacune à leur tour les 25 associées de la cantine. C'est la seule nourriture chaude qu'ils peuvent se procurer pour à peine un demi dollar. Sans que personne ne lui demande, Nelly ressent le besoin de s'expliquer : « On nous disait que si on n'allait pas aux rassemblements publics de Fujimori, la cantine ne recevrait plus d'aliments. Ils faisaient appel et les services de renseignements vérifiaient si les associées applaudissaient et faisaient des vivas pour le Chino [surnom de Fujimori pour ses origines japonaises, ndlr]. Si on ne se montrait pas enthousiastes, on recevait moins de rations le mois suivant ». Pour les mères de El Oasis, soutenir Fujimori n'était pas une option politique mais une question de survie. C'est pourquoi parler de « clientélisme » ne permet pas de comprendre que les relations asymétriques imposent aux plus pauvres d'adopter des comportements publics d'approbation en échange d'une chose aussi élémentaire que de la nourriture. Le régime de Fujimori, comme celui de Carlos Menem en Argentine, s'est occupé d'eux, en permettant la satisfaction des besoins élémentaires avec une bonne dose d'autoritarisme. Une dictature spéciale Cet homme de 69 ans, nerveux et hypertensif qui est arrivé à Lima le samedi 22 septembre, ressemble à une caricature de ce chef d'État prétentieux au sourire rusé qui méprisait ses adversaires. Alberto Fujimori n'a pas été élu pour ses vertus mais grâce au rejet par le pays métis et andin d'un candidat comme Mario Vargas Llosa qui représentait trop ostensiblement les élites blanches et coloniales de Lima. Peu de temps après son accession à la présidence, il est vite apparu que le pays était gouverné par un despote froid, calculateur, implacable. Très vite, il établit une alliance de fer avec les dirigeants militaires et patronaux, avec qui il établit des pactes de sang et d'argent en échange d'impunité et pour fermer les yeux sur une série de cas de corruption. En avril 1992, il organisa un auto-coup d'État. Il ferma le Congrès et s'immisça dans le pouvoir judiciaire en destituant les opposants. Il concentra le pouvoir dans ses mains et gouverna à partir de là avec l'appui des militaires. Il approfondit tous les maux dont il hérita : la guerre sale, la corruption, la militarisation du pays, particulièrement dans les zones rurales, et la dénationalisation de l'économie en cédant au secteur privé international les mines, les hydrocarbures et les services de base. Comme les dictatures ont l'habitude de le faire, il réalisa aussi d'importants travaux dont certains prestataires amis ont profité mais qui étaient indispensables pour un pays plongé dans la banqueroute et qui sortait de l'hyperinflation. En sa faveur, on peut dire qu'il mit un terme à la guerre et qu'il impulsa une certaine reprise de l'économie. En ce qui concerne la guerre, il y arriva en violant de manière flagrante les droits humains, avec des milliers de disparus, de torturés et en emprisonnant des innocents condamnés par des « juges sans visage », dans une parodie permanente de justice. Il reçut un pays en guerre, une guerre différente dans laquelle une des parties, le Parti communiste du Pérou - Sentier lumineux (Sendero Luminoso), se rendit responsable de plus de la moitié des 69 280 victimes recensées par la Commission de la Vérité et de la Réconciliation (CVR, Comisión de la Verdad y la Reconciliación). Ce fut une guerre contre les paysans parlant le quechua : 75% des victimes parlaient le quechua ou d'autres langues autochtones. Pourtant, quand Fujimori instaura son pouvoir absolu, les paysans étaient en train d'affronter eux-mêmes le Sentier, organisés en « rondes », et ils étaient en train de le vaincre, comme le rappelle à juste titre l'éditorialiste de La Republica, Mirko Lauer [1]. Mais c'est la sentence de la Cour suprême du Chili qui montre au grand jour le caractère du fujimorisme. Le décret de 212 pages s'appuie sur les déclarations de l'ex-commandant général de l'armée, Nicolás Hermoza Ríos, et de membres d'un escadron de la mort Colina. Elles discréditent ce que Fujimori prétend, à savoir ne pas avoir eu connaissance des tueries et des violations de droits de humains. « Il y a des indices évidents de que Fujimori, après l'auto-coup d'État, aurait concentré tous les pouvoirs de l'État et le commandement supérieur de forces armées et des services de renseignement, il favorisa la création d'un organisme spécial au sein des forces armées pour réaliser des opérations contre les personnes suspectées de subversion ou des ennemis politiques du régime » [2]. La sentence affirme que Fujimori connaissait l'existence du groupe Colina et qu'il accorda des promotions, des prix et des décorations à ses membres et que « beaucoup de personnes ont vu donner des ordres à Montesinos, qui les transmettait à son tour au groupe Colina en question ». Il transforma les caves du Service de renseignement de l'armée (SIE, Servicio de Inteligencia del Ejército) « en son centre d'activité », où, avec Montesinos, « ils planifiaient et organisaient » des opérations d'extermination. « Ces actes — signale la sentence — étaient le résultat d'actions planifiées par une organisation ou un appareil de pouvoir formé par le SIE, dirigé par Fujimori, qui rassemble les caractéristiques pour être considéré comme une organisation délictueuse de pouvoir organisé et hiérarchisé » [3]. La Cour suprême du Chili a concédé l'extradition pour les délits d'homicide qualifié et de lésions pour les tueries de Barrios Altos et de La Cantuta. Mais aussi pour l'achat de membres du Congrès avec des fonds du Service de renseignement national (SIN, Servicio de Inteligencia Nacional), pour avoir versé à Montesinos 15 millions de dollars d'argent public, pour l'achat de médias et d'autres délits comme

les interceptions d'appels téléphoniques privés. Comme le fait remarquer l'ancien président de la CVR, Salomón Lerner, la décision de la justice chilienne « est un tournant pour la justice pénale internationale ». Il considère parallèlement que le plus grand dommage de Fujimori au pays est d'avoir institutionnalisé la corruption : « Il a destitué tous les pouvoirs de l'État, acheté la conscience des médias, de politiciens, de chefs d'entreprise, des forces armées ; il a empoisonné la conscience et la tête de l'homme de la rue au travers de journaux chichas (jaune) qui répandaient des cochonneries sur l'honneur des gens ; il a dégradé moralement le pays. Fujimori est beaucoup plus coupable de tout que ce pourquoi aujourd'hui on l'accuse » [4]. Une nouvelle ère Il est bon de rappeler que c'est la société péruvienne mobilisée qui mit un terme au fujimorisme. Aujourd'hui, le président Alan García gouverne avec l'appui des restes du fujimorisme au parlement, où cette force conserve treize députés dirigés par Keiko, la fille de l'ex-dictateur. De nombreux analystes et une bonne partie de l'opinion publique exprime leur crainte d'un possible pacte García-Fujimori qui pourrait déboucher sur un semblant de jugement qui condamnerait l'inculpé à des peines minimales. Il est certain qu'aujourd'hui le fujimorisme n'est pas un danger pour la démocratie. C'est ce que montrent les sondages et les manifestations clairessemées de soutien à l'extradé qui n'ont pas été aussi massives que l'aurait voulu Keiko. Alan García, que certains voient comme enclin à un accord, a répondu avec dureté aux accusations de Keiko qui a qualifié les conditions de détention de son père de « terribles ». Forcé par les circonstances, García a expliqué que la cellule du prisonnier fait presque 30 mètres carrés, qu'il a accès à une salle et à un bain privés et à une cour de cent mètres carrés. « On ne l'a pas mis en cage, comme ça s'est fait en d'autres occasions. On ne lui a pas mis d'uniforme à rayures, comme ça s'est fait en d'autres occasions », a dit García en faisant allusion à la conduite de Fujimori quand il présenta Abimael Guzmán [leader de la guérilla du Sentier lumineux, ndr], mis en cage et en uniforme de prisonnier, en septembre 1992. « Il n'y aura pas d'acharnement, de haine, ni de vengeance. On respectera la dignité de la personne », a garanti le président [5]. Mais les doutes de la large portion de la société péruvienne qui déteste l'ex-président s'appuient sur deux faits. D'un côté, Fujimori possède une grande quantité de vidéos filmées par son ancien conseiller, Vladimir Montesinos, qui peuvent faire inculper des parlementaires, politiciens, propriétaires de médias et un sans fin de personnalités. Il est certain qu'il va les utiliser pour faire du chantage au jury. D'un autre côté, il y a le facteur militaire. Jusqu'à aujourd'hui, aucun militaire n'a été jugé pour sa participation à la guerre sale. Il y a eu un mélange de pacte implicite et de pressions pour que la hiérarchie militaire ne soit pas inquiétée, une chose inédite dans la région. Jusqu'où arrivera la capacité de pression d'un commandement militaire qui n'a jamais été purgé par la démocratie, c'est une chose que nous saurons rapidement dans les prochains mois. Le fujimorisme était un régime civico-militaire et il ne serait pas raisonnable que les uniformes restent en marge à l'heure de rendre des comptes. Il est très probable que Fujimori lui-même mette le facteur militaire sur la table. Enfin, au-delà des résultats d'un procès qui peut durer des mois, et peut-être plus d'un an, il y a le futur de la société péruvienne, de sa démocratie naissante, des mouvements et organisations sociales qui ont provoqué la chute de la dictature. Toute personne qui a connu le Pérou des années 80 et qui parcourt les rues du pays en 2007, remarquera des changements importants. C'est un pays différent, mais pas un autre pays puisque il n'y a pas eu de changements sociaux et culturels. Une preuve de cela, ce sont les quartiers pauvres de la périphérie de Lima qui réunissent plus de cinq des neuf millions d'habitants. C'est l'autre pays, celui de l'apartheid, où les pauvres ont toujours la peau plus sombre, sont originaires de la région andine, parlent, s'habillent et dansent dans d'autres langues. Ces deux pays ne se sont jamais réconciliés, et ne se rencontrent pas, sauf dans une relation de subordination. Comprendre les racines du fujimorisme implique de pénétrer dans les causes de l'autoritarisme, celui du Sentier lumineux ou celui du duo Fujimori-Montesinos, qui ne sont rien de plus que les deux visages d'un même phénomène. Démonter l'autoritarisme suppose que les mères de El Oasis ne se voient pas forcées de faire des « vivas » à celui qui est en haut en échange de sacs de riz. Sept ans après la chute du dictateur, Nelly et ses amies de la cantine populaire n'ont pas pu améliorer la situation de leurs enfants, bon nombre d'entre eux étant embarqué dans la petite délinquance qui touche le quartier. Quand ils font appel à la police, on leur dit de faire justice eux-mêmes parce que l'autorité ne peut le faire. « Depuis le tremblement de terre de Pisco [15 août 200, ndr], l'État nous envoie la moitié des aliments », dit-elle sans désespoir mais avec une dose de ressentiment. \*\*\*\*\*

L'œil qui pleure Le lendemain de l'extradition de Fujimori, une douzaine de partisans présumés de l'ex-dictateur ont attaqué le monument « El ojo que llora » (« L'œil qui pleure »), en mémoire aux victimes de la guerre interne qui ensanglanta le pays à partir de 1980 quand le Sentier lumineux prit les armes. Le groupe a menacé l'unique gardien armé, ils l'ont enchaîné et l'ont forcé à s'agenouiller pendant qu'ils cassaient les pierres sur lesquelles étaient inscrites les noms des disparus et versaient de la peinture rouge sur la sculpture centrale. « L'œil qui pleure » est une création de la sculptrice Lika Mutal, installée dans le parc Campo de Marte, près du centre de Lima. Elle fait partie de la première phase de l'Allée de la Mémoire et il s'agit de la première réparation symbolique des victimes de la violence politique. Elle consiste en un labyrinthe circulaire dont le centre est constitué d'une pierre-mère de quatre tonnes qui représente le centre intérieur de chaque personne, on lui a superposé une autre pierre ovoïde qui symbolise un œil par lequel coule un filet d'eau. Autour et dans le labyrinthe, il y a 27 mille pierres qui représentent et portent le nom de victimes recensées par la CVR. \*\*\*\*\*

Chronologie 1989 : Alberto Fujimori s'impose au second tour sur Mario Vargas Llosa avec 56% des voix 1992 : le 5 avril, il organise un coup d'État et dissout le Congrès. Il convoque des élections pour le Congrès constituant où son parti obtient la majorité absolue. En août, Abimael Guzmán, le plus haut dirigeant du Sentier lumineux est arrêté. 1995 : Fujimori est réélu par une énorme majorité. Il amnistie des policiers et des militaires condamnés pour violation des droits humains dans la lutte contre la guérilla. Des « juges sans visage »

condamnent plus de 2 mille personnes entre 1992 et 1995. 1997 : il destitue des membres du Tribunal constitutionnel qui ont déclaré que la Constitution empêchait une nouvelle réélection de Fujimori. 2000 : Fujimori présente un million de fausses signatures qui approuvent sa réélection. Il obtient 48,7% des voix contre 41% pour son rival, Alejandro Toledo. La nuit des élections, le 9 avril, des milliers de Péruviens descendent dans la rue contre la fraude. Fujimori est proclamé vainqueur au second tour auquel n'a pas participé Toledo et malgré le dépouillement de 54% de votes nuls. Les Etats-Unis et l'Organisation des États américains (OEA) prennent leurs distances avec Fujimori. Des vidéos du conseiller et chef des services de renseignement, Vladimir Montesinos, en train de soudoyer des parlementaires sont diffusées. Au milieu de gigantesques manifestations contre le régime et harcelé par des dénonciations de corruption, Fujimori assiste le 15 novembre au Forum de coopération économique Asie-Pacifique au Brunei. De là, il voyage à Tokyo et envoie sa démission à la présidence par fax. Valentin Paniagua est nommé président intérimaire. 2001 : la Commission des droits humains du Congrès péruvien demande l'extradition au Parlement japonais. 2003 : le Japon rejette l'extradition tandis que le Congrès péruvien l'accuse de la tuerie de 15 personnes à Barrios Altos, en décembre 1991, et de neuf élèves et d'un professeur à l'Université de Cantuta, en juillet 1992. 2004 : le gouvernement péruvien présente une deuxième demande d'extradition pour le versement irrégulier de 15 millions de dollars à son chef des renseignements Vladimir Montesinos. 2005 : le 7 novembre, Fujimori arrive par surprise à Santiago de Chile où il est détenu à la demande du gouvernement péruvien. 2006 : la Cour suprême du Chili empêche de sortir du pays. 2007 : le 11 juillet, le juge Orlando Alvarez rejette la demande d'extradition. Le 21 septembre, la 2e salle pénale de la Cour suprême révoque le jugement de première instance et approuve l'extradition.

## NOTES:

[1] La República, 25 septembre 2007. [2] Angel Páez, ob. cit. [3] Idem. [4] Interview de Samuel Lerner, ob. cit. [5] Página 12, 25 septembre 2007.

RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine  
URL: <http://risal.collectifs.net/> Source : IRC Programa de las Américas (<http://www.ircamericas.org/>), septembre 2007.  
Traduction : Frédéric Lévêque, pour le RISAL